

Partenariats pour combattre la faim et la malnutrition: le rôle primordial des ONG L'exemple du réseau international Action contre la faim (ACF-IN)

par Ludovic Bourbé Directeur scientifique et technique d'Action contre la faim

En dépit de progrès significatifs, la faim cause toujours un nombre effroyable de décès et obère le futur des pays en développement, car une nutrition pauvre au cours des premières années de la vie d'un enfant peut de manière affecter de manière irréversible son évolution mentale et physique, minant par là la capacité de production des communautés et de pays entiers. Éradiquer la faim est dès lors un indispensable à la réalisation de l'ensemble de Objectifs de Développement du millénaire (OMD), y compris ceux liés à la santé, à l'éducation et au développement économique. ACF-IN a donc fait du combat contre la malnutrition sévère sa priorité



Action contre la faim-International (ACF-IN) est une organisation non gouvernementale dont le but est de lutter contre la faim et les maladies qui menacent la vie des enfants, des femmes, et des hommes vulnérables, en raison de catastrophes naturelles, de conflits, d'épidémies ou de la pauvreté. ACF-IN intervient à travers des opérations d'urgence pour répondre aux besoins vitaux des plus vulnérables et avec des programmes post-crise afin de favoriser l'autonomie des personnes.

Sur le terrain, ACF-IN travaille directement avec les personnes les plus vulnérables et, ainsi, représente souvent l'interface locale entre les communautés, les ménages et l'ONU ou les organismes donateurs (tels que la FAO, l'UNHCR, l'UNICEF, le PAM et l'UE). Elle prend en charge la réadaptation des enfants sévèrement sous-alimentés mais traite également les problèmes qui conduisent les familles à avoir des enfants sous-alimentés : l'insécurité alimentaire et la faiblesse des moyens d'existence, des pratiques inadéquates en matière de soins des enfants, le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, le manque de services de santé de base accessibles, etc., autant de facteurs qui coexistent habituellement. Une combinaison des interventions dans différents secteurs et la coordination avec les interventions existantes menées par d'autres acteurs et organismes sont donc nécessaires pour fournir une réponse durable à ce problème. Développer et maintenir des partenariats notamment avec les institutions nationales et locales est une préoccupation au coeur des opérations d'ACF-IN.

Les partenariats avec des institutions locales et des ministères techniques nationaux sont une dimension clef du travail d'ACF-IN. Ces partenaires connaissent intimement le contexte local et sont à même de partager leurs informations et leur expérience. Ils sont appréciés par la population locale. Cependant ils se retrouvent souvent seuls pour aider des personnes dans des circonstances dramatiques, par exemple quand les problèmes de sécurité ne permettent pas aux acteurs extérieurs d'intervenir. Dans les situations où les crises sont récurrentes, ils assurent la continuité et la présence nécessaires. ACF-IN soutient donc leurs activités et renforce leurs capacités pour soutenir les populations vulnérables toutes les fois que ses compétences sont requises.



ACF-IN comme d'autres organisations non gouvernementales internationales est également de plus en plus présente sur la scène internationale et dans les rencontres inter-agences, notamment au sein du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (CPN). Ces rencontres sont enrichies par la confrontation des expériences de terrain et des résultats de projets pilotes. Les ONG sont la voix du terrain destinée à inspirer les décisions macro-politiques, aux côtés de l'expertise technique de l'ONU, des gouvernements et des scientifiques. Ainsi la participation active des ONG et des associations de la société civile aux rencontres internationales de haut niveau est essentielle pour permettre des interactions constructives, capitaliser sur les différents types d'expériences et s'assurer que les politiques humanitaires et de développement ainsi que les orientations prises répondent aux besoins, aux contraintes et aux capacités d'absorption des populations.



Rien de cela ne peut être fait en l'absence d'un financement fiable et continu et la garantie d'indépendance d'action. Conquérir la confiance des bailleurs de fonds et établir des partenariats avec d'autres acteurs est essentiel pour fournir un soutien approprié aux personnes fragilisées par des crises récurrentes et pour accroître leur résilience. La priorité doit être donnée au financement multi-donateurs, à la planification conjointe des interventions et à des règles de fonctionnement transparentes.